



— 47 —

Vendredi 31 janvier 1873.

# MESSEAGER DE TAHITI

*Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,*

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR.

MATANAVI 22. — N° 5.

TE VEA NO TAHITI.

Mahina pac 31 temare 1873.

Prix de l'abonnement (payable annuellement)

De 10 francs

Six mois

Trois mois

De 5 francs

De 3 francs

De 2 francs

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

INFORMATIONS DU GOUVERNEMENT.

Les deux dernières pages sont réservées aux annonces.

Le numéro 55 est à 1 franc.

**SOMMAIRE.**  
PARTIE OFFICIELLE. — Arrestat relatif au service de la place ; concernant la gendarmerie. — Decretos perant concernant à l'effet de contracter mariage. — Ordres accueillant la démission et garantissant l'élection d'un chef de détachement. — Ordre du Gouvernement pour la nomination d'un officier au commandement de la gendarmerie de la police indigène à Mata-Niva. — Avis administratif. — Arrêté de la haute cour tahitienne. — Composition du tribunal criminel. — Arrêté de la haute cour tahitienne. — Composition du tribunal criminel. — PARTIE OFFICIELLE. — Arrestat relatif au service de la place. — Les préfectorats suspendus. — Marché commercial. — Mouvement des ports de Papeete et Papenit. — Annexes.

## PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,  
Vu les articles 3 et 6 du décret du 12 janvier 1860 et l'article 7 de l'ordonnance du 28 avril 1843 ;

Vu la circulaire ministérielle du 24 juin 1864 réglant l'application aux colonies du décret du 13 octobre 1863 sur le service dans les places de guerre et villes de garnison ;

En exécution de l'article 7 de l'ordonnance précitée,

### AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS :

Art. 1<sup>er</sup>. Les autorités militaires et administratives de la colonie, ainsi que les chefs de corps et de service, devront se conformer aux dispositions du décret précité du 13 octobre 1863 relatif au service de la place, et aux instructions de ladite circulaire du 24 juin 1864, qui règle le service de décret dans les colonies.

Art. 2. Le Commandant des Etablissements français de l'Océanie exercera, aux termes de l'article 3 du décret du 14 janvier 1860, le commandement supérieur des ordres décrétés être plus conformément aux dispositions du décret du 13 octobre 1863 et dans les cas prévus par ce décret. Aucun mouvement de troupe ne pourra avoir lieu, en dehors du service ordinaire de la place, sans notre autorisation.

Art. 3. Le commandant d'armes, f.f. de major de la garnison, exerce ses fonctions, selon les prescriptions des articles 225, 226 et 227 ci-joint décret, d'après les ordres et les instructions du Commandant de la colonie.

Il a sous ses ordres immédiats l'officier remplissant les fonctions d'adjoint du commandant.

Art. 4. L'officier commandant doit se conformer à ce qui concerne le service de la place et les forces militaires aux dispositions des articles 146, 147, 148 et 149 du décret sus-mémoires, et d'une manière générale à celles du décret du 18 mars 1854, si bien qu'aux arrêtés en vigueur dans la colonie, pour tout ce qui est relatif au service de la police.

Conformément aux dispositions de l'ordre du 5 décembre 1861, les difficultés résultant de l'application des règlements et de l'exécution des ordres devront être soumises par l'officier commandant le détachement au Commandant Commissaire de la République.

Art. 5. Le présent arrêté sera publié au *Messager de la colonie* et enregistré partout où besoin sera.

Le commandant d'armes et les chefs de corps sont spécialement chargés d'en assurer l'exécution.

Papeete, le 30 janvier 1873.

GIRARD.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu l'arrêté local du 10 décembre 1861 et le décret du 1<sup>er</sup> mars 1854 en ce qui concerne la gendarmerie coloniale ;

Considérant que les changements serviront dans l'organisation administrative de la colonie et les intérêts du service ont fait déroger aux dispositions de l'arrêté précité et en rendent la révision nécessaire ;

Attendu qu'il résulte de ces changements une incertitude préjudiciable au service et nuisible à la sûreté de la colonie et au bon ordre public ;

En exécution de l'article 7 de l'ordonnance du 28 avril 1843,

### AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS :

Art. 1<sup>er</sup>. L'officier commandant la gendarmerie à Tahiti doit se conformer aux règles générales qui ont été établies par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1854, concernant l'organisation et le service de cette armée, mais sans rapport avec les autorités locales, soit judiciaires, soit administratives.

Art. 2. Le détachement de gendarmerie en résidence à Papeete et les brigades détachées dans les îles de Tahiti, Moorea et dépendances sont chargés du service de la police, concurremment avec les agents de la police indigène, sous les ordres du chef de ce détachement.

Art. 3. Cet officier et les chefs de brigade doivent obtenir, sans délai, aux réquisitions qui leur seront adressées dans la forme réglementaire, décretant par l'article 96 du décret précité du 1<sup>er</sup> mars 1854, que les autorités compétentes verseront les indemnités, et selon les dispositions de l'article 95 ci-joint décret.

En cas d'urgence, la gendarmerie doit répondre aux réquisitions même verbales qui lui sont faites, par les autorités compétentes, dans tous les cas prévus par les lois et les règlements, ou spécifiés par les arrêtés locaux et les ordres particuliers qu'elle a reçus. Le chef de détachement doit toujours en être immédiatement

informé et en rendre compte au Commandant dans les cas exceptionnels ou extraordinaires.

Il est tenu de prendre ses ordres, si la réquisition qui lui est faite lui paraît présenter des difficultés ou être de nature à compromettre l'ordre public ou la sûreté de la colonie.

Dans ce cas, il peut différer l'exécution sous sa responsabilité.

Art. 4. La gendarmerie doit communiquer aux autorités civiles et au Commandant toutes les renseignements qu'elle reçoit et qui intéressent l'ordre public ou la sûreté de la colonie.

En ce qui concerne la police urbaine, elle relève du directeur de l'intérieur, à qui elle doit fournir tous les renseignements qu'il peut avoir à lui demander relativement à ce service.

Elle doit se conformer à ses ordres écrits ou verbaux concernant la police urbaine, sous la réserve spécifiée dans l'article précédent.

Le service de la gendarmerie est réglé par le chef de détachement d'après nos ordres et nos instructions.

Aucune réunion en armes, autre que pour l'inspection ou l'instruction des gendarmes, ne pourra avoir lieu sans notre autorisation.

Art. 5. Les rapports de la gendarmerie sont destinés aux autorités militaires et ministérielles, sont destinés aux rapports réguliers aux départements de la guerre et de la marine. Les gendarmes doivent s'y conformer, si bien qu'aux arrêtés en vigueur dans la colonie.

Art. 6. Sont et demeurent rapportées toutes dispositions contraires au présent arrêté, qui sera publié au *Messager de la colonie* et enregistré par tout ou besoin sera.

Papeete, le 20 janvier 1873.  
GIRARD.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vu la demande formulée par le sieur Durand, propriétaire, demeurant à Moorea, à l'effet d'être autorisé à contracter mariage avec demoiselle Ahutu à Teaha, demeurant au même lieu ;

Vu le décret du 25 mars 1852 ;

Attendu que les pièces produites à l'appui de la demande sont suffisantes,

### AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS :

Art. 1<sup>er</sup>. Consentement est donné au sieur Durand à l'effet de contracter mariage.

Art. 2. Expédition de la présente décision sera annexée au registre de l'état civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

Art. 3. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, publiée au *Messager* et insérée au *Bulletin officiel des Etablissements*.

Papeete, le 23 janvier 1873.  
GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Procureur de la République, Chef du service judiciaire,

Boulezot.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vu la demande formulée par le sieur Tom Ling-Sing, marchand, demeurant à Papeete, à l'effet d'être autorisé à contracter mariage avec demoiselle Emily-Reitaus Fraser, domiciliée à Ritiaria ;

Vu le décret du 24 mars 1852 ;

Attendu que les pièces produites à l'appui de la demande sont suffisantes ;

Sur la proposition du procureur de la République, chef du service judiciaire,

### AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS :

Art. 1<sup>er</sup>. Consentement est donné au sieur Tom Ling-Sing à l'effet de contracter mariage.

Art. 2. Expédition de la présente décision sera annexée au registre de l'état civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

Art. 3. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, publiée au *Messager* et insérée au *Bulletin officiel des Etablissements*.

Papeete, le 27 janvier 1873.  
GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Procureur de la République, Chef du service judiciaire,

Boulezot..

Nous, POMARE IV, Roi des îles de la Société, dépendances, et la Commandant Commissaire de la République,

Vu la loi électorale du 22 mars 1852, et celle du 6 avril 1866 sur les conseils des districts ;

Vu l'ordonnance du 14 août

O mata, POMARE IV, te Ari'i va hine o te manu kouma Totaniki e o te manu, e te Tomana te Auvalua

o te Marupi, e te

te hio raa i te toro muri raa no te mati 1852, e te 10 5 no epereira 1866, no te manu ajoz raa mutuacaa ;





